

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 juin 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session
Point 20 de l'ordre du jour
Développement durable

**Lettre datée du 16 juin 2022, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Tadjikistan auprès
de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration issue de la deuxième Conférence internationale de haut niveau sur la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), qui s'est tenue du 6 au 9 juin 2022 à Douchanbé (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 20 de l'ordre du jour.

(Signé) Jonibek **Hikmat**



Annexe à la lettre datée du 16 juin 2022 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Tadjikistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Deuxième Conférence internationale de haut niveau sur la Décennie internationale d'action, sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028), tenue à Douchanbé du 6 au 9 juin 2022

Déclaration : de Douchanbé 2022 à New York 2023

Nous, chefs de délégation et représentants de haut niveau des États, organisations, grands groupes et autres parties prenantes réunis à Douchanbé du 6 au 9 juin 2022, contribuant au Processus de l'eau à Douchanbé dans le cadre de nos attributions respectives,

Réaffirmant l'engagement que nous avons pris d'assurer la réalisation des objectifs de développement durable¹ et soulignant de nouveau le rôle vital que joue l'eau dans la réalisation de tous ces objectifs,

Conscients de l'importance essentielle que revêt l'eau pour un développement résilient et durable, l'élimination de la pauvreté et de la faim, la préservation de la santé, la lutte contre la désertification et la perte de biodiversité et la promotion d'un avenir durable, résilient, équitable, pacifique et inclusif sur les plans social, économique et environnemental, à l'heure où le monde fait face à la crise liée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à ses conséquences, et notamment pour l'avancement des femmes et des peuples autochtones et pour la prospérité des enfants et des jeunes, ainsi que pour les personnes handicapées et celles qui se trouvent dans des situations de vulnérabilité,

Conscients que l'eau, l'assainissement, la santé, les écosystèmes, l'océan, l'énergie, les systèmes alimentaires et la nutrition sont des éléments interdépendants et qu'il importe de remédier à l'augmentation des pertes causées par les catastrophes liées à l'eau, telles que la sécheresse, les inondations, les cyclones, les crues soudaines, les déferlements côtiers, l'élévation du niveau de la mer, les intrusions salines, les coulées de boue et les avalanches, qui sont notamment attribuables aux changements climatiques et aux phénomènes météorologiques extrêmes, en accordant une attention particulière aux personnes qui se trouvent dans des situations de vulnérabilité,

Soulignant que les changements climatiques ont des incidences complexes sur les ressources en eau au niveau mondial, notamment à cause de la raréfaction de l'eau, et prenant note de l'appel lancé par les dirigeants de la Coalition sur l'eau et le climat, dans lequel ceux-ci ont reconnu le rôle que jouait l'eau dans la prise de décisions éclairées aux fins de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à ces changements², ainsi que du Plan d'action pour l'hydrologie adopté par l'Organisation météorologique mondiale et de la neuvième phase du Programme hydrologique intergouvernemental de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, intitulée « La science pour un monde où la sécurité de l'eau est assurée dans un environnement en mutation »,

¹ Résolution 70/1 du 25 septembre 2015.

² Dirigeants pour une action intégrée en faveur de l'eau et du climat, www.water-climate-coalition.org.

Prenant acte de la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies dans laquelle l'Assemblée a proclamé la période allant de 2018 à 2028 Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable », des résolutions décrivant le processus d'examen approfondi à mi-parcours de la mise en œuvre de la Décennie et précisant les modalités et les résultats attendus de la Conférence des Nations Unies consacrée à l'examen approfondi à mi-parcours de la réalisation des objectifs de la Décennie internationale d'action, qui se tiendra en mars 2023 (ci-après « la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 »), ainsi que de la résolution dans laquelle l'Assemblée a proclamé la période allant de 2020 à 2030 Décennie internationale d'action en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable³,

Soulignant que la deuxième Conférence sur la Décennie internationale d'action, tenue à Douchanbé, contribue aux préparatifs de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, qui sera organisée conjointement par les Gouvernements tadjik et néerlandais et se tiendra à New York,

Prenant note des textes issus de la première Conférence sur la Décennie internationale d'action, tenue à Douchanbé en 2018, de la réunion de haut niveau convoquée par la présidence de l'Assemblée générale, du Forum politique de haut niveau, des Dialogues sur l'eau pour des résultats, tenus à Bonn (Allemagne), du neuvième Forum mondial de l'eau, tenu à Dakar, du quatrième sommet Asie-Pacifique consacré à l'eau, tenu à Kumamoto (Japon), et des réunions organisées par d'autres États Membres, et attendant avec intérêt les résultats du colloque de haut niveau sur l'eau qui se tiendra à Lisbonne pendant la Conférence des Nations Unies sur les océans, des autres manifestations mentionnées dans la résolution 75/212 du 29 décembre 2020, de la COP-27 et des autres manifestations pertinentes,

Réaffirmons par la présente notre détermination à réaliser les objectifs de la Décennie d'action sur l'eau et nous engageons à prendre les mesures suivantes, selon nos capacités respectives :

A. Assurer l'accès universel et à un prix abordable à l'eau potable, à des installations sanitaires sûres et aux services correspondants, ainsi qu'à l'hygiène pour tous, en tant qu'éléments essentiels au développement humain et à la santé

Assurer, à titre prioritaire, l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable, et l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats, en tant qu'éléments essentiels à la réalisation progressive des droits humains à l'eau potable et à l'assainissement, tels qu'ils sont énoncés dans les résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies⁴, ainsi qu'à une alimentation adéquate⁵ ;

Promouvoir des institutions, des politiques et des réglementations solides, des ressources humaines et des investissements suffisants, ainsi que des approches adaptées aux fins de la fourniture de services améliorés en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous (services WASH), en accordant une attention immédiate à l'élargissement de l'accessibilité de tels services aux communautés mal desservies, dans toute la mesure possible, notamment les réfugiés et les habitants des zones rurales et difficiles d'accès ou des zones touchées par des catastrophes

³ Résolutions 71/222 du 21 décembre 2016, 73/226 du 20 décembre 2018 et 75/212 du 29 décembre 2020.

⁴ Résolutions 64/292 du 28 juillet 2010 et 70/169 du 18 novembre 2015.

⁵ Article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966.

naturelles ou des conflits armés, conformément au principe consistant à « ne laisser personne de côté » ;

Assurer, à titre prioritaire, l'accès à des infrastructures sûres et durables en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène et aux services correspondants dans toutes les écoles et structures de garde d'enfants ainsi que dans tous les établissements de santé, en tant que mesure vitale pour la santé des enfants, des mères et des patients et pour le bien-être du personnel ;

Élaborer des stratégies à long terme pour renforcer la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies, notamment la crise liée à la COVID-19, en investissant dans les infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement et dans la gestion des eaux usées et des déchets, en assurant la promotion cohérente des bonnes pratiques en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, notamment en favorisant une culture de l'hygiène des mains dans tous les contextes, en tant que barrières essentielles à la transmission d'agents pathogènes, conformément à l'approche « Une seule santé », et en mettant en place des systèmes de surveillance efficace de l'eau potable et des eaux usées ;

B. Reconnaître l'importance de l'eau pour la subsistance, l'équité, la croissance économique inclusive et le développement durable

S'employer à adopter une politique de l'eau porteuse de transformation et fondée sur une meilleure compréhension et une plus grande valorisation des ressources en eau, en s'attachant à promouvoir une coopération et une gestion intersectorielles transparentes, par l'intermédiaire des institutions et au moyen d'investissements dans des infrastructures écologiques et résilientes face aux changements climatiques, ainsi que dans l'information et les données, la comptabilité de l'eau, l'éducation, la formation, le renforcement des capacités et la recherche et l'innovation, en particulier dans le contexte de l'évolution sur la voie d'une économie circulaire ;

Promouvoir des institutions, des politiques et des réglementations solides, des ressources humaines et des investissements suffisants, ainsi que des approches adaptées aux fins de la mise en œuvre d'activités de gestion intégrée des ressources en eau et de réduction des risques de catastrophe à tous les niveaux, en vue d'assurer une gestion et une utilisation plus équitables, efficaces, durables et résilientes de l'eau, des terres et des ressources connexes, ainsi que la protection au niveau des bassins et des aquifères, depuis les sources jusqu'à la mer, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux, l'objectif étant d'assurer une gestion rationnelle du cycle hydrologique ;

Renforcer la coopération transfrontière et régionale et la gestion durable de l'eau, notamment la réduction des risques de catastrophe, dans le cadre d'arrangements institutionnels, techniques et économiques adaptés, y compris, le cas échéant, en favorisant et en adoptant des dispositifs, des accords et des financements et mécanismes de financement adéquats, à différents niveaux, ainsi que des modalités permettant de mettre en commun les données sur les flux hydriques et d'échanger des informations sur les plans de développement liés à l'eau en temps utile, afin de renforcer la confiance entre les pays riverains, selon qu'il conviendra ;

Promouvoir l'approche fondée sur les interactions entre l'eau, l'énergie, l'alimentation et les écosystèmes en tenant compte des effets en cascade et des répercussions intersectorielles qu'ont les tensions et les chocs à tous les niveaux, notamment la COVID-19, les conflits armés, la perturbation des liens économiques et des chaînes d'approvisionnement, les changements climatiques, les catastrophes naturelles et les modes de production et de consommation non durables, sur des secteurs de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation de plus en plus intégrés, et en

prenant en considération les incidences qu'ils peuvent avoir sur la capacité de satisfaire les besoins fondamentaux des sociétés et des collectivités ;

C. Créer des synergies entre l'eau, l'environnement, la lutte contre les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe

Concevoir et mettre en place des institutions et des politiques qui soient gages de résilience, notamment des plans et des mesures d'adaptation au niveau national, ainsi que des infrastructures, des technologies et des stratégies de gestion aux échelons appropriés de l'administration et des prestataires de services, qui permettent d'améliorer la coordination et de faire face aux catastrophes liées à l'eau et aux autres risques, sachant les répercussions que les changements climatiques et la perte de biodiversité ont sur l'ensemble des ressources en eau de la planète ;

Reconnaître le rôle majeur que peut jouer la promotion de la santé des écosystèmes terrestres et aquatiques, des forêts et des sols, en tant que solutions fondées sur la nature ou approches écosystémiques, et traduire ce rôle en termes pratiques en vue de promouvoir une économie circulaire verte et de compléter les infrastructures grises de façon rationnelle et économique, l'objectif étant de renforcer la gestion écologique des terres et des ressources en eau, de réduire les risques et de contribuer à la protection des moyens de subsistance locaux, des ressources en eau, des écosystèmes, de l'énergie, de la santé, de la sécurité alimentaire et de la nutrition ;

Appuyer la fourniture et la mobilisation de ressources financières, notamment aux fins du financement de l'action climatique, ainsi que le développement et le transfert volontaires de technologie, selon des modalités arrêtées d'un commun accord, et le renforcement des capacités et l'assistance technique, en vue d'accroître la résilience liée à l'eau et de protéger les économies, les écosystèmes, les infrastructures et les collectivités, en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement, notamment les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement ;

Reconnaître qu'une base de connaissances solide, constituée de manière systématique, est nécessaire pour comprendre les facteurs de risque de catastrophe et leurs implications éventuelles pour la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6 et d'autres objectifs liés à l'eau, renforcer les mécanismes de prévision et de gestion multirisques, investir dans la prévention et la réduction des risques de catastrophe, les systèmes d'alerte rapide et l'amélioration de la résilience des infrastructures, élaborer des stratégies à long terme en vue d'une meilleure préparation et d'une riposte plus efficace, et « construire en mieux pour l'avenir » durant la phase de relèvement, de remise en état et de reconstruction, en fournissant des mécanismes d'adaptation adéquats ;

D. Renforcer la collaboration entre les secteurs, améliorer les connaissances et l'éducation et mettre au point des instruments et des technologies

Appuyer le renforcement de la collaboration et des partenariats entre les différentes parties prenantes à tous les niveaux, notamment les autorités locales, les organisations de la société civile, les organisations de bassins hydrographiques, les organisations scientifiques, les investisseurs et les donateurs, autant que faire se peut, et accroître la coordination et l'articulation dans les domaines liés à l'objectif de développement durable n° 6 et entre tous les objectifs de développement durable, en examinant les questions liées au respect du principe de responsabilité et à l'échange d'informations, de connaissances, d'expériences et de pratiques exemplaires, selon qu'il convient, et en mettant les données au service de l'action afin d'assurer la transition entre science, innovation et prise de décisions ;

Mettre en œuvre des solutions conduisant à une action fondée sur les innovations scientifiques et techniques, notamment les sciences ouvertes et participatives, sur les initiatives menées par des femmes et des jeunes, ainsi que sur les savoirs traditionnels et autochtones, et les transposer à plus grande échelle afin de faire en sorte que la gestion de l'eau et de l'assainissement soit plus efficace, plus résiliente face aux changements climatiques et mieux adaptée à la situation et aux priorités nationales ;

Promouvoir et faciliter la collaboration entre différents types d'utilisateurs dans tous les secteurs de l'économie en faisant preuve de créativité et en favorisant l'intégration à tous les niveaux appropriés afin de créer un environnement favorable au développement durable et une société capable de gérer plus intelligemment ses ressources en eau, en s'attachant à comprendre les différents secteurs et les besoins en eau des parties prenantes ;

Offrir une éducation accessible et de qualité, de l'enfance jusqu'à l'âge adulte, ainsi que des formations et des activités de renforcement des capacités sur les questions liées à l'eau pour toutes les générations ;

* * *

Nous demandons que soit appliqué de façon cohérente le Cadre mondial d'accélération de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6 en tenant compte de la situation et des stratégies nationales, et réaffirmons à cet égard qu'il est urgent de faire face aux problèmes de financement afin de fournir des services plus durables et de meilleure qualité en matière d'utilisation de l'eau, d'assurer la qualité et la ventilation des données, des informations et des connaissances portant sur les ressources et permettant de mesurer les progrès, ainsi que l'accès à celles-ci, de renforcer la capacité du secteur de l'eau d'attirer et de retenir les jeunes professionnels qualifiés, d'encourager et d'intensifier l'innovation et d'assurer la collaboration par-delà les frontières et les secteurs pour créer un environnement favorable au développement durable à tous les niveaux ;

Nous envisageons le recours à des instruments juridiques et à des lignes directrices permettant notamment de disposer de cadres pour la coopération multisectorielle, la définition d'objectifs nationaux et la promotion des programmes visant à réaliser l'objectif de développement durable n° 6 ;

Nous affirmons que le rôle que jouent les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les populations locales et les autres grands groupes reconnus dans la gouvernance et la gestion des ressources en eau à tous les niveaux est essentiel pour garantir l'accès universel à l'eau et à l'assainissement pour tous, en particulier dans le contexte des changements climatiques ;

Nous nous engageons à appliquer des stratégies inclusives et participatives et des solutions techniques permettant d'offrir un accès durable, équitable et non discriminatoire à l'eau et à l'assainissement, et à mettre en œuvre les activités et les mécanismes nécessaires pour renforcer les capacités et mettre en commun les connaissances en la matière ;

Nous appuyons la participation effective des femmes à tous les niveaux de décision dans le secteur de l'eau en tant qu'élément indispensable au développement et à la viabilité d'une gouvernance et d'une gestion de l'eau durables et équitables.

Messages clefs en prévision de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, qui se tiendra à New York

Nous soulignons qu'il importe de réaffirmer l'engagement en faveur de la gestion des ressources en eau, notamment en ce qui concerne l'eau potable et l'assainissement et la réduction des risques de catastrophe, à la lumière des

répercussions que les problèmes liés aux changements climatiques, à la perte de biodiversité, à la dégradation de l'environnement, à la pénurie d'eau et à la pollution causée notamment par l'agriculture, le traitement des déchets, les produits chimiques, les polluants organiques, les perturbateurs endocriniens, les métaux lourds et les microplastiques, ont sur la vie quotidienne et la prospérité d'innombrables personnes, et des menaces qu'ils font peser sur l'exercice effectif des droits humains susmentionnés et sur la satisfaction des besoins vitaux des générations futures ;

Nous rappelons que, pour réaliser l'objectif de développement durable n° 6 et les autres objectifs liés à l'eau d'ici à 2030, tous les pays et toutes les parties prenantes doivent redoubler d'efforts, en particulier pour les pays qui ne sont pas « sur la bonne voie », en offrant une assistance financière et technique, en appuyant des réformes politiques et en fournissant à titre prioritaire un appui international supplémentaire suffisant aux pays en développement. La Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 devrait être l'occasion de créer une dynamique et d'apporter aux pays un soutien institutionnel et financier leur permettant de surmonter ensemble ces difficultés ;

Nous nous engageons à accélérer les efforts visant à assurer la mise en œuvre cohérente des objectifs liés à l'eau et la réalisation des cibles associées au Programme de développement durable à l'horizon 2030, et entendons renforcer le dialogue politique et technique sur l'eau, notamment au plus haut niveau, selon qu'il conviendra, dans le cadre des Nations Unies, et améliorer l'approche mise en œuvre à l'échelle du système en ce qui concerne les ressources en eau, en renforçant la participation des États Membres ;

Nous soulignons qu'il importe de renforcer la coopération transfrontière et régionale sur les questions relatives à l'eau, notamment pour accroître la résilience face aux catastrophes liées à l'eau et aux changements climatiques, et de promouvoir une gestion durable, équitable, transparente et rationnelle des ressources en eau, en ayant également recours aux organisations, aux mécanismes et aux accords et arrangements régionaux pertinents, tels que les organisations de bassins hydrographiques, selon qu'il convient ;

Nous réaffirmons l'importance de la priorisation et d'une intégration réelle, cohérente et explicite de la question de l'eau dans les politiques économiques et les programmes d'investissement nationaux afin de sensibiliser l'opinion aux raisons pour lesquelles l'eau et l'assainissement sont nécessaires à la réalisation des objectifs de développement nationaux à tous les niveaux, notamment par l'élaboration volontaire, d'ici à 2025, de plans d'étape nationaux en matière de ressources en eau ou de stratégies visant à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et la réalisation de tous les objectifs de développement durable liés à l'eau, ainsi que par le renforcement des plans et stratégies existants, et l'importance qu'il y a à assurer une gestion intégrée des ressources en eau, notamment les ressources en eau non conventionnelles, grâce à des institutions, à des financements, à des politiques et à des réglementations solides qui ciblent également les services publics et les prestataires de services ;

Nous soulignons qu'il faut engager des investissements préliminaires dans des outils essentiels tels que l'éducation, la science, le savoir, l'innovation et les données sur la quantité d'eau, la qualité des ressources en eau, l'accès à ces ressources, leur disponibilité et les facteurs de risque et modes d'utilisation connexes, ainsi que dans d'autres approches fondées sur des données probantes, afin de faciliter la prise de décisions éclairées et de renforcer les capacités de planification ;

Nous encourageons la mobilisation de ressources financières à l'appui des besoins en matière de planification et de mise en œuvre, la création de mécanismes de collecte de recettes destinées à la gestion de l'eau, aux services liés à l'eau ainsi

qu'à l'obtention de données et de connaissances en la matière, et l'adoption de mesures ciblant en priorité les personnes les plus touchées par les problèmes liés à l'eau ;

Nous prenons note avec satisfaction de l'initiative lancée par les dirigeants de la Coalition sur l'eau et le climat en vue de mettre en place un ensemble de services d'information sur l'eau et le climat au niveau mondial ;

Nous encourageons le recours à des outils adéquats pour le suivi de la réalisation des objectifs de développement durable, notamment tous les objectifs liés à l'eau, ainsi que la mise en œuvre de l'Initiative pour le suivi intégré et de l'Initiative de renforcement des capacités lancées par ONU-Eau à l'appui de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 6 ;

Nous sommes conscients qu'il importe de combler les lacunes en matière de données genrées, nous convenons d'améliorer la communication de données ventilées par sexe dans le domaine de l'eau et de nous attacher à rendre ces données disponibles et accessibles à tous à l'appui d'une prise de décisions fondées sur des données probantes afin de promouvoir l'égalité des genres dans les domaines liés à l'eau, et nous prenons note avec satisfaction de l'appel à l'action lancé par de multiples parties prenantes en vue d'accélérer la réalisation de l'égalité des genres dans le domaine de l'eau ;

Nous appuyons et encourageons la participation des jeunes afin qu'ils jouent un rôle de premier plan dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023 et prenons note avec intérêt de l'élaboration par des jeunes d'un plan et d'un programme de développement pour l'eau et le climat ;

Nous soutenons l'initiative prise par le Tadjikistan de proclamer 2025 Année internationale de la préservation des glaciers et prenons note avec satisfaction de l'intention de renforcer les mécanismes internationaux afin de faciliter l'accès en temps utile à des informations fiables sur la cryosphère ;

Nous envisageons la création, à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2023, d'un mécanisme d'action dans le domaine de l'eau qui s'appuierait sur les mécanismes existants, centraliserait tous les engagements volontaires – petits et grands, émanant des États Membres, des parties prenantes et des coalitions du secteur de l'eau et d'autres secteurs partout dans le monde – et permettrait d'accélérer et d'intensifier les mesures prises en faveur de l'eau dans le cadre du Programme 2030 et d'appuyer, de suivre et de mettre en œuvre le Programme d'ici à 2030 et au-delà ;

Nous recommandons que les mesures et les partenariats proposés lors des Conférences sur la Décennie internationale d'action tenues à Douchanbé ainsi que lors de toutes les autres conférences et manifestations pertinentes soient enregistrés comme des engagements volontaires sur la plateforme de partenariat des Nations Unies et que des informations sur les progrès accomplis soient communiquées régulièrement ;

Nous remercions sincèrement le Gouvernement et le peuple tadjiks de leur hospitalité et saluons le soutien apporté par l'Organisation des Nations Unies et par tous les partenaires ayant contribué aux travaux de cette importante conférence.